

YÉMEN: L'EFFET DOMINO?

LE 4 FÉVRIER 2011 MARINE POIRIER

Les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte en préfigurent-ils d'autres dans des pays similaires? Le point sur la situation au Yémen.

Les mobilisations du 3 février au Yémen ont rassemblé des centaines de milliers de Yéménites à travers le pays. Corroborent-elles l'hypothèse d'une « contagion » des révoltes tunisienne et égyptienne à la seule République de la péninsule Arabique ? Si les protestations en sont solidaires, elles s'inscrivent pourtant dans des dynamiques internes spécifiques au champ politique yéménite.



Jeudi matin à Sanaa, des milliers de personnes se sont rendues aux portes de l'université pour demander le changement, la réforme du système politique et la lutte contre la corruption, voire, de façon plus minoritaire, le départ immédiat du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978. La dynamique protestataire yéménite n'est évidemment pas étrangère aux développements politiques régionaux. Les manifestants, qui rendent hommage et expriment leur soutien aux peuples tunisien et égyptien, semblent en effet fortement inspirés par le « gouffre immense dans le mur des dictatures arabes » occasionné, selon un journaliste local, par la chute de Ben Ali. En témoigne également la reprise par certains groupes des slogans scandés par les foules en Tunisie et en Égypte, relevés par la presse yéménite et diffusés en boucle sur les chaînes satellitaires arabes au cours des dernières semaines : « Dégage », « Le peuple veut faire tomber le système » ou encore « Dehors les corrompus ».

Le Yémen, unique République de la péninsule arabique



Pourtant, il ne semble pas inutile de rappeler les singularités de la configuration yéménite afin de ne pas comparer hâtivement ni de confondre des situations fortement contextualisées et évolutives. Née de l'unification en 1990 de la République Arabe du Yémen (au nord) et de la République Démocratique et Populaire du Yémen (au sud), la République du Yémen a longtemps représenté une exception à l'échelle du monde arabe. En effet, le processus démocratique engagé au lendemain de l'unité s'est traduit par l'essor des partis et organisations de la société civile ainsi que d'une presse libre, et l'organisation d'élections pluralistes en 1993.

Or, cette expérience est rapidement remise en question suite à la guerre de 1994 (qui voit les unionistes triompher de l'élite sécessionniste au sud) par la monopolisation du pouvoir par le **président Saleh** et son parti, le Congrès Populaire Général (CPG). Depuis, le contexte de la lutte contre le terrorisme a favorisé un recours plus systématique à la répression, alors même que le régime privilégiait historiquement l'intégration des forces politiques réelles, et notamment des islamistes. Malgré le déclin du pluralisme et le rétrécissement des libertés, le Yémen se distingue encore aujourd'hui par le pluralisme et le dynamisme de sa société civile, notamment « traditionnelle » (tribale et religieuse), qui représente à de nombreux égards des freins aux ambitions centralisatrices de l'Etat.

Aujourd'hui, le Yémen se trouve face à de nombreux défis économiques, politiques et sociaux, mais aussi énergétiques, démographiques et identitaires. Avec la dégradation du niveau de vie et la hausse du chômage, d'importants segments de la société yéménite sont marginalisés (le taux de chômage approcherait de 50% chez les jeunes, qui représentent plus de 75% d'une population de presque 24 millions d'habitants). La persistance de la guerre à Saada au nord du pays, qui oppose depuis 2004 les partisans du nouveau zaïdite (chiïte) à l'armée nationale, la poussée contestataire et sécessionniste dans les gouvernorats de l'ex sud Yémen, ou encore la multiplication des actions des mouvements affiliés à Al-Qaïda, soulignent la multiplicité des fronts de l'opposition au régime du président Saleh. Ces facteurs d'instabilité et de violence représentent des sources majeures d'insécurité pour les Yéménites.

Des mouvements marqués par le contexte politique local

Ainsi, bien plus que l'effet des soulèvements dans la région, les manifestations récentes témoignent d'un mécontentement populaire lié à une situation complexe. Elles s'inscrivent surtout dans une bataille pré-électorale entre le parti au pouvoir, le CPG et la coalition des partis d'opposition, la Rencontre Commune, qui rassemble depuis une dizaine d'années des partis de la gauche nationaliste arabe et socialiste et plusieurs partis islamistes. En effet, depuis les dernières élections présidentielles en 2006, la Rencontre Commune, confortée dans son rôle d'opposant, est partie prenante du dialogue avec le CPG en vue d'une réforme de la loi électorale et de la constitution yéménite devant assurer davantage de transparence aux prochains scrutins. Les espoirs nés de cette première présidentielle concurrentielle sont rapidement déçus : le dialogue interpartisan n'aboutit pas aux réformes promises mais entraîne une impasse politique majeure qui paralyse et polarise depuis plusieurs années la scène politique. Les élections parlementaires, initialement prévues en 2009, sont reportées à 2011 suite à une campagne de boycott de l'opposition qui refuse de s'y engager sans l'assurance des réformes électorales escomptées. En décembre dernier, suite à l'échec de nombreuses tentatives de conciliation avec l'opposition, le CPG se lance seul dans la compétition électorale et organise ses premiers rassemblements à travers le pays.



C'est en réponse au lancement de cette campagne électorale ainsi qu'à l'annonce d'amendements à la constitution (devant permettre au président d'être candidat à sa propre succession de façon illimitée) que la Rencontre Commune des partis d'opposition s'engage dans sa propre campagne, celle du boycott du scrutin et des projets de réforme du CPG, avec le soutien plus ou moins explicite de la communauté internationale. La mobilisation nationale du 3 février est venue conclure la première étape de ce programme de protestations, initié le 15 janvier dernier. Le président Saleh s'est engagé la veille de ces manifestations à ne pas se représenter aux prochaines élections et à ne pas transmettre la présidence à son fils Ahmad, annonçant également l'annulation des élections d'avril prochain et appelant l'opposition à reprendre les négociations.

Ces concessions, ainsi que l'annonce de la hausse des salaires des agents de la fonction publique et des forces de sécurité, et de la création d'un million d'emplois, n'ont eu que peu d'effets sur les partis d'opposition. Ces derniers ont préféré poursuivre leur programme, exhortant le pouvoir à une réforme complète du système politique. Les rassemblements se sont déroulés en accord avec les autorités yéménites et sans trop de violences, malgré des affrontements, dans le port d'Aden notamment. Ils ont pourtant vu la mise en place d'un important dispositif sécuritaire (encadrement policier, hélicoptère de surveillance mais aussi restrictions à la mobilité et intimidations). Les partisans du CPG ont organisé, quant à eux, des contre-manifestations de soutien au président, s'appropriant à Sanaa l'espace initialement prévu pour l'opposition.

Si la stratégie des partis de la Rencontre Commune n'est pas toujours très claire et cohérente, il semble peu probable que ses leaders optent pour une stratégie plus offensive. Eux mêmes fortement intégrés aux réseaux du pouvoir, ils semblent privilégier l'option d'une transition pacifique et progressive du pouvoir, à travers la réforme des institutions yéménites et des élections libres et transparentes. Ils ont donc tout avantage à canaliser les mécontentements populaires et s'en faire le porte-parole légitime. Cette politique n'est évidemment pas accueillie favorablement par tous, notamment au sud, mais aussi à Sanaa, où à la tombée de la nuit, des dizaines de jeunes poursuivent leurs protestations devant l'université.

Contrairement aux rassemblements de la matinée du 3 février, largement médiatisés et relativement réservés vis-à-vis du régime, les manifestants demandent expressément le départ du président et dénoncent les partis politiques dans leur ensemble, qu'ils considèrent incapables de soutenir leurs revendications.

—

Photographies par Jameel Subay

Carte du Yémen sur Wikimedia Commons par Eric Gaba (CIA World Factbook)

INDAWEB

le 4 février 2011 - 15:32 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

En 1848, l'Europe connue un épisode tout à fait comparable au pays du Maghreb actuellement.



Un vent de revolte ne en France avec les consequences que l'on connaît et se propagea dans toute l'Europe.

Appele : Le Printemps du peuple, cet episode historique marqua la chute d'un certain nombre de dictateurs et autres monarques (France, Allemagne, ...) et d'epouvantables massacres chez d'autres (Autriche par exemple).

L'histoire se repeterait-elle ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LATERR2MEKNES

le 4 février 2011 - 17:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



L'histoire se répète ... mais différemment.

Les révolution du 18/19ième siècle en Europe ont séparé la religion du pouvoir, tandis que les révolution dans le monde musulmans sont en train de remettre la religion au pouvoir.

Le soutiens des occidentaux au régimes autoritaires ont fortement contribué au rejet des valeurs occidentales par le monde musulmans.

Les musulmans se rabattent sur leurs valeurs car de leur point de vue L'Islam est un facteur de justice. Ils n'ont pas tort d'ailleurs car le despotisme a toujours été limité par l'Islam. L'injustice est toléré mais lorsqu'elle dépassent un seuil, elle nuit à la légitimité religieuse dont les despotes ont besoin pour gouverner et rester en place.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

INDAWEB.FR

le 4 février 2011 - 17:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@laTerr2meknes

Pas trop d'accord...

La révolution en cours en Égypte n'a aucun lien avec la "religion". Elle peut certes représenter une "opportunité" pour certains religieux de se hisser sur le devant de la scène mais les 100.000 (ou 200 ou plus ?) personnes réunies en ce moment même au Caire ne militent ni ne sont guidés par les "religieux".

Quant aux mouvements anti cléricaux au XIXèm, ils n'étaient que la manifestation d'un rejet massif des classes privilégiés, toutes les classes privilégiés.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

NANARF

le 5 février 2011 - 9:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Et ils vivent de quoi au Yémen, autosuffisance alimentaire ? exportation de produits manufacturé ? balance des paiements positive ?

Et ils savent lire et écrire ?

Sinon ils sont mal barrés.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

Les tweets qui mentionnent Yémen: l'effet domino ? » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 4 février 2011 - 16:00

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Laurent Pirote, Alexandre Cabanis, Bruno d'Auria, éric chwaliszewski, Ben Tabet Mehdi et des autres. Ben Tabet Mehdi a dit: RT @owni: [#owni] Yémen: l'effet domino? <http://goo.gl/fb/l1ThO> [...]

Le monde arabe entre deux destins | moufide.free.fr le 6 février 2011 - 21:19

[...] gronde.” Une analyse partagée par un journaliste Yéménite qui estime que les populations s’inspirent du “gouffre immense dans le mur des dictatures arabes” occasionné par le chute de Ben [...]

Yemen, effet domino? · Françoise Duthu le 17 décembre 2011 - 12:15

[...] <http://owni.fr/2011/02/04/yemen-manifestations-tunisie-egypte-effet-domino/> [...]

Marine Poirier | Carnets de l'IREMAM le 20 juin 2012 - 16:10

[...] – 2011, « Yémen, l'effet domino ? », OWNI, 4 février. En ligne : <http://owni.fr/2011/02/04/yemen-manifestations-tunisie-egypte-effet-domino/> [...]